

# COMMUNIQUÉ

7 janvier 2026

## **Pour un cessez-le-feu immédiat et la levée du siège d'Alep en Syrie !**

**L'APRÈS condamne l'attaque commencée mardi 6 janvier par des bombardements des quartiers kurdes de Cheikh Maqsoud et d'Achrafieh à Alep, conduits par les forces gouvernementales syriennes.**

C'est une grave violation du droit international qui a déjà causé au moins 9 morts, de nombreux blessés parmi les civils et des déplacements forcés de population et qui impose un état de siège avec blocage des routes, coupures d'électricité et du chauffage des quartiers kurdes. Alors que la Turquie vient d'annoncer sa volonté de soutenir l'armée syrienne face aux forces kurdes, le risque d'embrasement est sérieux.

Ces affrontements ont été engagés par les forces gouvernementales syriennes alors que se poursuivent à Damas les négociations autour de l'accord signé 10 mars 2025 prévoyant l'intégration des institutions de l'administration autonome kurde au sein du nouvel Etat syrien.

L'APRÈS interpelle le Président de la République Emmanuel Macron et le ministre des affaires étrangères Jean Noël Barrot pour que la France soutienne l'exigence d'un cessez-le feu immédiat auprès du gouvernement syrien et que cesse l'ingérence étrangère de la Turquie d'Erdogan à l'encontre des kurdes et de l'administration autonome du Nord et de l'Est de la Syrie (AANES). La France ne doit jamais oublier sa dette à l'égard des kurdes, qui ont été et continuent d'être en première ligne face à Daesh, dont la présence reste une menace en Syrie.

La France et la communauté internationale doivent soutenir une transition politique juste et inclusive en Syrie, seule à même de permettre le retour volontaire, sûr et digne des millions de personnes déplacées et réfugiées, et le respect des droits fondamentaux de l'ensemble des syrien.nes. Cette transition ne peut se faire sans une juste intégration des forces de l'AANES et des communautés kurdes, dont l'expérience politique au Nord Est Syrien constitue un apport essentiel au service de la paix, de la démocratie et de la stabilité de la région.

**La France doit déployer tous ses moyens diplomatiques pour exiger le cessez-le-feu et la levée immédiate du siège de Cheikh Maqsoud et d'Achrafieh. Face à des besoins humanitaires qui demeurent colossaux à Alep et sur l'ensemble du territoire syrien, la France doit également renforcer son soutien au financement de la réponse humanitaire.**